

Un islamisme à l'influence grandissante

L'Institut Montaigne décrypte l'essor des principes rigoristes sur les réseaux sociaux, notamment en France

Au moment où Emmanuel Macron peaufine ses propositions pour l'organisation du culte musulman, Hakim El Karoui, essayiste et conseiller du pouvoir sur cette question, plaide, dans un rapport de l'Institut Montaigne publié dimanche 9 septembre, pour que ce ne soit pas « la peur » qui dessine la « réponse à l'islamisme », mais « la raison », notamment à travers une nouvelle organisation de l'islam en France.

En septembre 2016, Hakim El Karoui avait fait plutôt courir un frisson d'inquiétude en affirmant, dans un travail pour le même cercle de réflexion, que 28 % des Français musulmans étaient adeptes d'un islam d'affirmation, qualifié alors de « sécessionniste » et de « fondamentaliste », en rupture avec les valeurs politiques dominantes. Certes, selon lui, la majorité des musulmans français ne se reconnaissent pas dans ce système de valeurs. Mais celui-ci était plébiscité par les plus jeunes générations, recueillant l'adhésion de la moitié des 15-25 ans interrogés par l'IFOP à sa demande.

Dans *La Fabrique de l'islamisme*, il retrace, de l'Égypte à la Turquie, de l'Arabie saoudite à l'Iran, la généalogie, les penseurs et les modes de diffusion planétaire d'une idéologie religieuse issue d'un cadre de pensée « non occidentale », mais aujourd'hui aussi ancrée en Europe. Sous cette appellation d'« islamisme », Hakim El Karoui englobe des courants qui parfois se combattent, comme le salafisme et le mouvement des Frères musulmans, mais qui ont selon lui des caractéristiques communes. Cette « idéologie contemporaine » formerait un ensemble qui « porte une interprétation du monde, une vision de l'organisation de la société, y compris le monde profane, et un rôle donné à la religion dans l'exercice du pouvoir ». Wahhabisme et frémisme poursuivraient un objectif commun : « Faire de l'islam un cadre de vie, un projet pour l'individu et la société, visant à préserver une civilisation islamique et à établir une vision universaliste et prosélyte de l'islam. »

« Mode de vie autarcique »

Ce « projet total » entendraient codifier les rapports hommes-femmes, les normes alimentaires, les normes économiques et celles du « rapport à l'autre ». Aux populations qui s'interrogent sur leur identité ou se sentent rejetées, il « propose une seule et même solution : l'identité musulmane ».

Qu'en est-il en France ? Le rapport retrace les étapes dans le pays de l'implantation des Frères musulmans sous l'égide de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), aujourd'hui en perte de vitesse, rudement concurrencée par les courants salafistes. Ces derniers ne possèdent pas d'organisation d'envergure, mais, « depuis une dizaine d'années, [leur] essor s'est accéléré et le nombre de mosquées et de fidèles [salafistes] a été multiplié probablement par trois, aussi bien en France

et en Allemagne qu'au Royaume-Uni », écrit l'essayiste. La force du salafisme, c'est d'être à la fois un acteur de la mondialisation et ancré dans la sociabilité la plus locale. Internet lui permet de tenir les deux bouts.

Le salafisme est ancré dans le quotidien du croyant. Les questions posées aux prêcheurs sur la Toile relèvent presque exclusivement du domaine de la vie de tous les jours : famille, sexe, couple, tenue vestimentaire, régime alimentaire... En réglementant tous les actes du quotidien, les salafistes « instaurent un rythme et des symboles qui soudent une communauté », explique Hakim El Karoui. Et d'ajouter : « En quelques années, ces normes ont créé un nouveau mode de vie, de plus en plus autarcique et communautaire. »

Influenceurs mondiaux

« Sur Internet, dit le rapport, les islamistes, et plus particulièrement les salafistes, se placent en situation de quasi-monopole pour les questions relatives à la foi musulmane. » Au premier rang des influenceurs mondiaux, les wahhabites. Selon le rapport, cinq oulémas (savants de l'islam) saoudiens compteraient plusieurs dizaines de millions de followers sur Twitter. Deux d'entre eux se placent devant le dalaï-lama et le pape François. Les étudiants de l'université islamique de Médine, en Arabie saoudite, qui jouissent d'une grande reconnaissance, diffusent massivement les contenus de ces religieux vers des comptes francophones salafistes « grand public ». A chacun sa spécialité. Aux comptes salafistes, la parole religieuse et théologique. Aux proches des Frères musulmans, la question politique de l'inscription de la religion dans l'espace public.

Face à eux, les figures musulmanes dites « modérées » ou « éclairées » peinent à trouver leur place. Parmi les 253 pages musulmanes les plus importantes sur le réseau social, le compte de Mohamed Bagrafi, numéro un d'un discours alternatif et progressiste sur Facebook, n'apparaît qu'à la 112^e place, avec seulement 30 000 fans. L'audience générale relative aux contenus rigoristes sur le « Web musulman francophone » représenterait, selon le rapport, environ 1,2 million de comptes, soit 30 % des musulmans potentiellement influencés, principalement les jeunes. Ce qui fait du Web le premier canal de diffusion de cette idéologie « mondialisée » et le premier vecteur de mobilisation des fidèles, loin devant les mosquées.

Ce chiffre fait écho au pourcentage polémique de 2016. « Je pensais plutôt 10 %, je suis tombé de ma chaise, dit aujourd'hui Hakim El Karoui. Mais ce ne sont pas 28 % de djihadistes, ni de radicaux ni d'islamistes... » L'auteur souligne que s'ils sont dynamiques et en progression, les islamistes restent largement minoritaires parmi les Français musulmans. ■

CÉCILE CHAMBRAUD
ET LOUISE COUVELAIRE



Hakim El Karoui, l'homme qui veut être entendu par Macron

Essayiste et ex-banquier d'affaires, l'auteur de « La Fabrique de l'islamisme » s'est invité dans le débat. Il dérange les institutions établies

PORTRAIT

Depuis qu'il se dit tout haut qu'il murmure à l'oreille d'Emmanuel Macron, Hakim El Karoui est une cible en vogue. Certains le disent « opportuniste » et trop déconnecté du terrain pour être légitime. D'autres le jugent « arrogant » et trop « arriviste » pour être crédible. La mise en ligne, dimanche 9 septembre, de son rapport intitulé « La Fabrique de l'islamisme » pour le think tank libéral l'Institut Montaigne, devrait alimenter encore quelques inimitiés : quand on se mêle des affaires de l'islam en France, on ne se fait pas que des amis.

D'autant que personne ne l'attendait sur ce terrain. Jusqu'à peu, ce normalien agrégé de géographie de 47 ans, ancienne plume de Jean-Pierre Raffarin à Matignon et ex-banquier d'affaires chez Rothschild, phosphorait sur la « désoccidentalisation » du monde, dénonçait le manque d'équité entre les générations et fustigeait la politique arabe de la France.

Ce sont les attentats de 2015 qui l'ont poussé à se préoccuper publiquement de la chose religieuse. « Nous avons laissé le poison de la salafisation des esprits se répandre », écrivait-il juste après le 13 novembre, dans une tribune publiée dans *Le Monde*. Personne n'a été capable de répondre à leur propagande. (...) Nous [musulmans] sommes face à nos responsabilités. (...) C'est à notre génération, née en France, élevée et éduquée

par l'école de la République, de prendre les choses en main. »

Silhouette ascétique et mise de premier de cordée, l'essayiste, chroniqueur à *L'Opinion* et patron de sa propre entreprise de conseil en stratégie, enchaîne, depuis, les publications sur le sujet. Fin 2016, il a signé un premier rapport pour l'Institut Montaigne intitulé « Un islam français est possible », puis au début de cette année, un livre, *L'Islam, une religion française* (Gallimard, 304 pages, 24 euros). En parallèle, il a participé à plusieurs réunions à l'Élysée destinées à alimenter la réflexion du chef de l'État qui a annoncé, début juillet, vouloir donner « un cadre et des règles » à la deuxième religion de France « dès l'automne ».

On le prétend « ami » d'Emmanuel Macron et « visiteur du soir » du palais. Celui qui se dit « affranchi du clivage droite-gauche depuis dix ans » sans être En marche ! dément : « Nous étions chez Rothschild à la même époque, on se connaissait mais nous n'avons jamais été copains. Je ne l'ai jamais vu en tête-à-tête : je suis juste le type qui met des idées sur la table. »

« D'où il vient ce type ? »

Fin mars, il a adressé au président une note dans laquelle il propose de « prendre le pouvoir par l'argent », résume-t-il, c'est-à-dire de réguler le culte musulman par la maîtrise de ses finances, le tout chapeauté par l'Association musulmane pour l'islam de France (AMIF), affranchie des ingérences étrangères et de toute contrainte

« Notre père ne nous a transmis que l'islam, notre seul lien avec ses origines »

HAKIM EL KAROUI
essayiste

de représentativité. Cette structure, pilotée dans un premier temps par une équipe désignée par les initiateurs du projet (dont lui-même), serait chargée de collecter les fonds destinés à financer – par le biais d'une redevance sur le halal, d'une certification des voyageurs qui organisent le pèlerinage à la Mecque et de dons directs – le salaire et la formation des imams, la construction et l'entretien des lieux de culte.

De quoi se mettre à dos les institutions censées être représentatives des musulmans, comme le Conseil français du culte musulman. Le projet de réforme pensé par El Karoui prévoit en effet de les priver – en partie – de leur gagne-pain et de les déposséder – presque entièrement – de leur pouvoir (aussi contesté soit-il). Au sein de l'AMIF, le CFCM serait « minoritaire ». « Mais d'où il vient, ce type ? », fulmine Ahmet Ogras, son président. On ne comprend pas ce qu'il vient faire là-dedans. »

A la place des musulmans « consulaires » (affiliés à leur pays d'origine, principalement le Maroc, l'Algérie et la Turquie) ou « com-

munautaires » (comme le Collectif contre l'islamophobie en France, le CCIF), El Karoui suggère de mettre aux commandes des Français de confession musulmane « neutres », qu'il appelle « les silencieux ». « Je suis un silencieux qui a pris la parole, explique-t-il. Ce n'est pas à l'État de faire, c'est aux silencieux, c'est eux que la France attend. Beaucoup de mes copains pensent que la religion est une affaire privée, j'essaie de les convaincre du contraire. Aujourd'hui, ils doivent s'engager. » Et de préciser : « Je veux fabriquer cette instance de régulation, mais je ne veux pas la diriger. Je ne veux pas être un musulman professionnel. »

« Même si je le crois sincèrement orienté vers les solutions, il n'a aucune légitimité, il est hors sol, les musulmans ne le connaissent pas, estime de son côté le militant associatif Marwan Muhammad, ancien directeur exécutif du CCIF. C'est un républicain laïc élitiste, il a du mal à se détacher de son expérience dorée tunisienne. Il ne sait pas ce que c'est que d'être un jeune musulman en France. »

El Karoui a pourtant grandi au sixième étage d'une barre HLM défraîchie du 13^e arrondissement de Paris, où ses parents habitent toujours. C'est ici, dans ce modeste appartement à la peinture écaillée qu'ils ont élevé leurs cinq enfants, tous brillants : deux polytechniciens, deux normaliens et un médecin. « Mes parents sont des intellos sans moyens », résume leur fils. Sa mère, Nicole, is- ►►

Hakim El Karoui,
à Paris, en novembre 2017.

FRANCESCA MANTOVANI/LEEMAGE

LE CONTEXTE

ASSOCIATION MUSULMANE

Hakim El Karoui est l'un des principaux spécialistes consultés par Emmanuel Macron pour préparer sa politique concernant l'islam, que le chef de l'Etat devrait exposer d'ici à début 2019. Dans une note transmise à l'Élysée au printemps que *Le Monde* avait révélée en juillet, il proposait d'organiser à l'avenir le culte musulman au moyen des flux financiers qu'il génère. L'institution pivot de ce dispositif serait une Association musulmane pour l'islam de France (AMIF). Une proposition mentionnée dans la conclusion du rapport de l'Institut Montaigne. Composée et dirigée par des Français de confession musulmane revendiquant une «neutralité» face aux différents acteurs, l'AMIF serait chargée de collecter des fonds pour financer le salaire et la formation des imams, la construction et l'entretien des lieux de culte, un travail théologique et des actions de lutte contre l'islamophobie et l'antisémitisme. Les sommes proviendraient d'une redevance sur le halal, qui pourrait se monter à 60 millions d'euros d'ici à cinq ans, d'une certification des agences organisant le pèlerinage à La Mecque (13 millions d'euros annuels) et de dons directs, dont le potentiel est évalué à 25 ou 30 millions d'euros.

►►► sue d'une famille d'industriels protestants de Nancy, est une pionnière des mathématiques financières à la réputation mondiale, spécialiste des probabilités. Son père, Fayçal, musulman d'origine tunisienne, a longtemps été professeur d'anthropologie juridique de l'islam à la Sorbonne. C'est lui qui s'est battu pour que ses enfants intègrent le plus prestigieux établissement scolaire parisien, Henri-IV.

«Aucune conviction»

La Tunisie, Hakim El Karoui y passe ses vacances depuis qu'il est enfant, emmené par sa mère, et non par son père qui souffrait de problèmes de santé. Là-bas, sa famille paternelle n'est «pas riche, mais influente», dit-il – deux de ses oncles, Ahmed Ben Salah et Hammed Karoui, ont été plusieurs fois ministres, le premier sous Bourguiba, le second sous Ben Ali.

L'arabe, il l'a appris sur le tard, lorsqu'il enseignait le français dans un collège de jésuites du Caire, en Egypte. «Je le parle moins bien que ma femme», commente-t-il en évoquant Delphine, chercheuse à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), avec qui il a eu quatre enfants. Aujourd'hui, il défend avec opiniâtreté l'enseignement de l'arabe dans les écoles publiques – aussi pour éviter qu'il soit exclusivement enseigné dans les écoles coraniques ou les mosquées.

La religion musulmane, elle lui a été transmise par son père, devenu très religieux dans les années 1970. Hakim El Karoui ne mange pas de porc, ne boit pas d'alcool et va «de temps en temps» à la mosquée. «Notre père ne nous a transmis ni la Tunisie ni l'arabe, mais il nous a transmis l'islam: c'est notre seul lien avec ses origines.» Ainsi que leurs noms. «Tous nos enfants ont des prénoms arabes, ça les a obligés à assumer leur double identité», souligne Nicole El Karoui. Ce n'est pas simple: quand on a une double culture, rien ne va de soi. En 2004, son fils a créé le

Club XXI^e siècle – pied de nez au très élitiste Le Siècle – destiné à faire la promotion des minorités visibles et dont il demeure l'«autorité morale», selon son actuel président, Jacques Galvani. Créé avec Rachida Dati – avec qui il est brouillé –, le club reçoit patrons et politiques qui comptent. «Avec le club, nous voulions être des mentors, lui s'en est servi pour être proche du pouvoir et servir ses intérêts, il n'est fidèle à rien et n'a aucune conviction», siffle le journaliste et réalisateur Morad Ait-Habbouche, proche de Dati, qui a claqué la porte du club à peine plus d'un an après sa création et écorché désormais le nom de son fondateur en l'appelant «El Karoui le benaliste», en référence à une polémique datant de février 2011.

Mediapart avait alors exhumé deux notes qu'El Karoui avait adressées un mois plus tôt, en pleine révolution, au président Zine El-Abidine Ben Ali. L'article, intitulé «L'ex-plume de Raffarin a conseillé Ben Ali jusqu'au bout», suggérait qu'il était un fervent soutien du dictateur. «Je ne l'ai jamais rencontré et je n'essayais pas de le sauver: je voulais tout tenter pour éviter un massacre annoncé», martèle-t-il. «On lui a fait un procès stalinien grotesque», abonde l'ancien ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, avec qui il a corédigé en 2013 un rapport pour «une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France». A l'époque, ces accusations l'ont durablement atteint.

Désormais, il balaie les affirmations de ses détracteurs qui le disent prêt à tout pour décrocher un poste de ministre: «Si c'était le cas, alors je ferais de la politique. Mon objectif est d'inscrire mes propositions dans le débat.» Sans prêter allégeance à un parti ni à un homme politique. «Hakim est un intellectuel professionnel, tranche Lionel Zinsou, ex-plume de Laurent Fabius et ancien banquier d'affaires qui l'a fait rentrer chez Rothschild. Et il se trouve qu'en France, le pouvoir en consomme.» ■

L. CF

face aux «bébés sans abri»

Les services d'accueil ont lancé un cri d'alarme après que deux femmes et leurs nouveau-nés se sont retrouvés à la rue une fois sortis de la maternité

Le fait que les femmes sortant de maternité soient prioritaires ne suffit plus à leur garantir un lit

Namiwata a 36 ans. Allongée au troisième étage de la maternité de l'hôpital Delafontaine, au centre hospitalier de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), elle tient dans ses bras son fils, Hamza, qui vient de fêter son premier mois. Le bébé est né le 6 août, trois jours après l'arrivée de sa mère en France. Partie enceinte du Maroc, Namiwata a traversé la Méditerranée puis l'Espagne, espérant trouver en Europe «de meilleures conditions pour accoucher», explique-t-elle. L'accouchement s'est bien passé. Mais, un mois après, la mère et son fils n'ont toujours pas quitté la maternité: sans solutions pour se loger, ils se retrouveraient aussitôt à la rue. «On appelle le 115 tous les jours, toute la journée, explique Namiwata. Sans réponse.»

Selon une enquête interne réalisée en 2017 par la maternité Delafontaine, 94 nuitées sur une période choisie de six semaines avaient ainsi été consacrées à l'accueil de femmes sans-abri et de leur nourrisson – obligeant l'hôpital à détourner certains accouchements vers d'autres centres hospitaliers par manque de place. Sur le plan légal, l'équipe médicale a le droit de demander à ces patientes de quitter l'établissement trois jours après leur accouchement. «Mais, en tant que médecin, je ne le ferai jamais», insiste le chef du service de gyné-

cologie-obstétrique de la maternité, Stéphane Bounan.

La situation s'est pourtant produite tout récemment dans le département. Dans un communiqué publié le 30 août, Interlogement 93, l'association responsable des appels au 115 et de la gestion de l'hébergement d'urgence en Seine-Saint-Denis, a lancé un cri d'alarme sur le phénomène des «bébés sans-abri». L'association explique que deux femmes ont été contraintes le 29 août «de quitter les maternités où elles avaient accouché pour se retrouver à la rue avec leurs nouveau-nés, faute de solution d'hébergement, et ce malgré les nombreuses recherches effectuées en amont par le numéro d'urgence 115». Sans préciser le nom des établissements, refusant de pointer du doigt les maternités.

Deux chambres d'hôtel ont été trouvées par les associations, dès le lendemain, pour les deux mères et leurs nourrissons. Elles ne pour-

ront y rester que quinze jours. Elles n'auront la possibilité de refaire une demande au 115 qu'une fois qu'elles auront quitté les lieux.

Chaque jour, des jeunes mères et des femmes enceintes appellent le 115 dans l'espoir de trouver un logement d'urgence. Ce vendredi 7 septembre, devant les cinq opérateurs d'Interlogement 93 chargés de recevoir les appels, un tableau recense le nombre de places disponibles pour les femmes en situation de précarité, enceintes ou victimes de violences conjugales. En face de chaque ligne, le chiffre «zéro» est écrit en rouge.

Solutions inadéquates

Pour la seule journée de vendredi, neuf mères hébergées dans une maternité étaient, comme Namiwata, dans l'attente d'une réponse. Dix-neuf autres femmes, sans-abri et enceintes, demandaient le soutien d'Interlogement 93 pour échapper à la rue. «Une journée dans la moyenne», résume Bénédicte Souben, responsable de l'animation du réseau d'association.

L'épisode des deux mères à la rue est devenu le symbole de la saturation de l'ensemble du dispositif d'accompagnement des mères sans-abri. Les 109 places prévues dans les centres d'hébergement de Seine-Saint-Denis sont constamment occupées, ainsi que toutes les chambres d'hôtel disponibles:

le fait que les femmes sortant de maternité soient prioritaires suffit plus à leur garantir un lit.

Le diagnostic n'est pourtant nouveau. Plusieurs acteurs de l'hébergement d'urgence en Seine-Saint-Denis s'inquiètent déjà, dans un livre blanc publié en 2012, du phénomène des «bébés sans-abri», dénonçant des solutions «insuffisantes en quantité et inadéquates tant pour les mères que pour les enfants». Six ans plus tard, les dispositifs d'accueil et leur coordination se sont améliorés, estime Interlogement 93: seraient cependant encore inadéquats à ce département particulièrement concerné par les grossesses précaires. Le taux de natalité infantile de la Seine-Saint-Denis est l'un des plus élevés de France – 4,43 décès pour 1 000 naissances en 2016 selon l'Insee, pour une moyenne nationale de 3,7.

En 2014, 197 femmes sans-abri enceintes de plus de trois mois ou en sortie de maternité, avaient été signalées aux associations. En 2017, le chiffre a été multiplié par trois pour atteindre 653. Cette hausse est en partie due à de «meilleures méthodes de rendues d'alerte», explique Bénédicte Souben, mais elle illustre également le nombre croissant de femmes mères et de femmes enceintes dans les appels reçus au 115 depuis une dizaine d'années. ■

SIMON AUF

FAIT DIVERS

Sept blessés dans une attaque au couteau à Paris

Sept personnes ont été blessées, dont quatre grièvement, à l'arme blanche à Paris (19^e), dimanche 9 septembre au soir. L'auteur présumé de l'attaque a été arrêté. Il a visé des passants avec un couteau et une barre de fer. Selon une source judiciaire, rien ne permet de dire qu'il s'agit d'une attaque terroriste.

EUROPÉENNES

Les radicaux de gauche présenteront une liste

Les radicaux de gauche ont annoncé, dimanche 9 septembre, leur intention de présenter une liste aux élections européennes de mai 2019, menée par l'eurodéputée Virginie Rozière.

BREXIT

Lagarde: Macron «ne doit pas accepter un mauvais accord»

Le président de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde, a mis en garde Emmanuel Macron de «ne pas accepter un mauvais accord» sur le Brexit. Cela serait «une rupture complète et absolue avec ce que nous pensons et ce que nous voulons», a-t-il souligné, et empêcherait toute alliance entre l'UDI et La République en marche pour les européennes. La question d'une candidature autonome du parti centriste doit être tranchée en janvier.

ÉCOLE D'INFIRMIERS Enquête ouverte après un bizutage à Toulouse

Des étudiants attachés, aspergés de ketchup ou de soupe de poisson, obligés de porter des couches sur la tête... Le centre hospitalier de Toulouse a ouvert, samedi 8 septembre, une enquête alors que 250 étudiants infirmiers de première année ont subi des actes de bizutage «de grande ampleur», selon la CGT.



Toutes nos pistes pour vous aider à vous épanouir dans votre job, à gérer votre parcours, à trouver votre équilibre et à booster votre look au bureau.

EN VENTE ACTUELLEMENT